

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Afghanistan Géopolitique, réflexion et stratégie

N° 459a du 10 au 29.10.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

'La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.

(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: 'Al Qaïda' & Al-Zarqaoui, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

1 Lutte pour la libération du territoire

Détails.

L'Afghanistan en chiffre.

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

2-1 WikiLeaks/Afghanistan : nouvelles fuites.

2-2 Wikileaks enfonce des portes ouvertes.

2-3 Les Etats-Unis tiennent le mollah Omar pour responsable des attentats du 11 septembre et subséquemment "l..."

2-4 François-Bernard Huyghe : Al-Qaïda entre alerte et routine.

3 Les Brèves

3-1 Ben Laden menace ... la France.

3-2 Un GI risque des sanctions pour avoir tué accidentellement un otage....

3-3 La santé mentale : un problème capital en Afghanistan.

3-4 Corruption: un audit de ses banques privées.

3-5 Les Forces canadiennes se cherchent une nouvelle base en Asie...

4 Dossiers

4 -1 [Gamal Nkrumah](#) : Transformer l'Afghanistan.

4-2 Tom Peters : La CIA entretient une armée de mercenaires active en Afghanistan et au Pakistan.

4-3 Selon Bob Woodward, la CIA a engagé le frère de Karzaï avant le 11-Septembre.

4-4 Rick Rozoff, : 10e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan : L'OTAN élargit la guerre de l'Afghanistan au Pakistan.

4-5 La route du Nord est devenue essentielle à la stratégie de l'Otan

4-6 L'OTAN permet (...) aux résistants de participer aux négociations avec le gouvernement Karzaï.

4-7 Les résistants nient mener des pourparlers avec Karzaï.

4-8 Guantanamo : Les dossiers

1 [Malorie Beauchemin](#) : Omar Khadr plaide coupable.

2 Quand les médecins de la CIA perfectionnent les tortures

L'Afghanistan en chiffre du 11-10 au 28-10

		tués	blessés	
	Usboys / Autres boys	35+ x	20+ x	
	Policiers, armée et collaborateurs	23	6	
	Peuple Afghan	31	5 + x	

1 Lutte pour la libération du territoire & la victoire de la résistance Afghane

15-10

Les mines artisanales sont l'arme de prédilection des résistants.

Bon marché, faciles à confectionner, souvent dissimulées sur le bord des routes, elles sont responsables de 60% des pertes dans les rangs des forces internationales.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iLCUru3CvemFKt5Qgsokb56dGaYQ?docId=CNG.cf1d26426874486e9982c6a7723feffd.841>

Pertes déclarée des occupants.

US & Isaf

Un avion cargo s'écrase près de Kaboul.

Un avion cargo transportant des fournitures pour les forces de l'OTAN s'est écrasé mardi dans l'est de l'Afghanistan, et ses huit membres d'équipage auraient trouvé la mort dans l'accident, selon un responsable aéroportuaire afghan.

Selon le directeur de l'aéroport de Kaboul, Yaqub Rassuli, l'avion avait décollé de l'aérodrome de Bagram, au nord de la capitale afghane, Il a ajouté que les huit membres d'équipage étaient présumés morts.

L'OTAN précise dans un communiqué que l'accident s'est produit à 30 km à l'est de l'aéroport international de Kaboul. Selon l'OTAN, l'appareil était un Hercules L-100 et ne faisait pas partie de sa flotte d'avions. Une opération de recherche et de sauvetage a été lancée par les forces afghanes et de l'OTAN.

Les causes de l'accident n'étaient pas connues dans l'immédiat.(...) L'avion transportait des fournitures pour les forces de l'OTAN en Afghanistan. Bagram, d'où avait décollé l'appareil, est la principale base militaire américaine dans le pays.

12-10

AP

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101012.FAP9416/afghanistan-un-avion-cargo-s-ecrase-pres-de-kaboul.html>

13/10

Deux personnes (Civile -Soldat ?) a été tuée mardi et 10 autres blessées, dont des soldats de l'Otan, dans une explosion d'origine inconnue à bord d'un hélicoptère américain Chinook qui venait de se poser dans l'est de l'Afghanistan, a annoncé le commandement de l'Otan.

L'appareil avec environ 26 personnes à bord, était déjà à terre quand l'explosion s'est produite, selon l'Alliance atlantique qui ignore la cause de l'explosion.

L'origine de l'explosion (incident mécanique, tir ennemi ou autre) n'était pas connue dans l'immédiat, a ajouté l'Otan, un de ses porte-parole précisant que des soldats de l'Otan comptaient parmi les huit blessés.

Il n'a en revanche pas révélé si la personne tuée était un soldat ou un civil, ni sa nationalité. 26 personnes se trouvaient à bord de l'hélicoptère de transport, un CH-47 Chinook des forces américaines, qui se posait sur une petite base de l'Otan dans la province du Kunar (est).

Un porte-parole régulier des résistants, Zabihullah Mjahid, a revendiqué l'action au nom des résistants.

Un journaliste de l'AFP dans le district de Marawar, dans la province du Kunar (est) a vu trois hélicoptères survoler la région de Ghash avant d'entendre un tir de roquette. Seulement deux hélicoptères étaient visibles ensuite, et des tirs d'armes automatiques ont été entendus.

Plusieurs hélicoptères des forces internationales en Afghanistan se sont écrasés ou ont dû effectuer un atterrissage d'urgence après avoir été atteints par des tirs résistants ces dernières années.

AP

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gBBM_y5uwEO3ajVO_MZFvchl0CqQ?docId=CNG.5812ee10562ce20584ade18eb2073ba.9c1

13-10

Un soldat, dont la nationalité n'a pas été dévoilée, a péri dans l'explosion d'une mine artisanale, l'arme de prédilection des résistants, dans le sud.

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gBBM_y5uwEO3ajVO_MZFvchl0CqQ?docId=CNG.5812ee10562ce20584ade18eb2073ba.9c1

14/10

Huit soldats de l'Otan ont été tués aujourd'hui en Afghanistan, dont cinq par des bombes artisanales, a annoncé le commandement de l'Otan..

Trois soldats ont été tués dans l'explosion d'une bombe artisanale - l'arme de prédilection des résistants - dans l'ouest du pays, un dans le sud et un cinquième dans l'est, a indiqué la force de l'Otan en Afghanistan (Isaf) dans un communiqué, sans dévoiler leurs nationalités.

Deux soldats ont ensuite péri dans des combats dans le sud.

Un huitième soldat a été tué dans une attaque dans le sud, selon l'ISAF.

L'armée polonaise a indiqué à Varsovie que l'un de ses soldats figurait parmi les militaires tués jeudi. Il a trouvé la mort dans une embuscade dans la province de Ghazni (est), selon le communiqué.

Ces nouvelles pertes interviennent au lendemain d'une journée noire pour l'Otan, au cours de laquelle six de ses soldats américains ont été tués, dont quatre dans l'explosion d'une mine artisanale.

AFP

15-10

Journée noire pour l'Otan, au cours de laquelle six de ses soldats américains ont été tués, dont quatre dans l'explosion d'une mine artisanale.

L'année 2010 est de très loin la plus meurtrière pour les forces internationales en neuf ans de guerre, selon un bilan établi par l'AFP à partir du site internet indépendant icasualties.org.

L'Otan est confrontée depuis trois ans à une intensification considérable de l'insurrection des résistants.

Les pertes au sein des forces des 46 pays de la force de l'Otan (Isaf) n'ont jamais été aussi élevées alors que l'Otan a multiplié ces dernières semaines ses opérations dans la province de Kandahar (sud), un fief des résistants.

Ces derniers mois, le rythme vertigineux des pertes en Afghanistan était comparable aux pires mois de la guerre en Irak, entre avril et juin 2007.

A l'époque, les Etats-Unis avaient également envoyé des renforts en Irak et mis en œuvre une nouvelle stratégie de contre-insurrection.

Pour l'Afghanistan, le Pentagone et l'Otan avaient averti qu'avec l'arrivée de troupes supplémentaires dépêchées cet été par les Etats-Unis et l'intensification des opérations, le nombre de soldats tués augmenterait mécaniquement.

<http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5iLCUru3CvemFKt5Qgsokb56dGaYQ?docId=CNG.cf1d26426874486e9982c6a7723feffd.841>

15/10

Un sous-officier français est mort des suites de ses blessures ce matin dans un hôpital de Kaboul, après un accrochage lors d'une opération dans la vallée d'Uzbeen, dans l'Est de l'Afghanistan, a annoncé l'Elysée.

AFP

15/10/2010

- Un soldat des forces d'occupation a été tué vendredi, c'est ce qu'a annoncé la force d'occupation de l'Otan (Isaf).

Il a été tué dans "l'explosion d'une bombe artisanale dans le sud", a indiqué l'Isaf dans un communiqué, sans révéler la nationalité du soldat..

Ces deux décès portent à 16 --dont au moins six Américains-- le nombre de soldats des forces d'occupation tués au combat ces trois derniers jours.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=158086&language=fr>

16-10

Décès, le 16 octobre, d'un cinquième soldat suédois.

[Svenska Dagbladet](http://www.svenskadan.se/Svenska_Dagbladet)

18-10

Un échange de tirs entre les résistants et les gardes d'une compagnie de sécurité privée a fait neuf morts et trois blessés dans la province afghane de Helmand (sud).

"Des résistants ont attaqué les gardes d'une compagnie de sécurité privée qui protégeaient une société de construction routière locale dimanche soir dans la région de Chah-e-Anjir du district de Nad Ali, et neuf gardes de la compagnie ont été tués ainsi que trois autres blessés", a confirmé à l'agence Xinhua le chef adjoint de la police provinciale, Kamaluddin Khan.

Cependant, il n'a pas identifié la compagnie de sécurité, ajoutant qu'un insurgé avait été tué dans l'affrontement durant quelques heures.

Deux gardes supplémentaires ont été portés disparus, a-t-il ajouté.

Jusqu'à présent, les résistants n'ont pas encore commenté cet événement.

<http://french.cri.cn/781/2010/10/18/302s230237.htm>

18-10

Une explosion qui a secoué lundi matin Hérat, chef-lieu de la province d'Hérat, située dans l'ouest de l'Afghanistan, a fait trois morts et huit blessés, a déclaré un responsable local.

Le porte-parole a cependant refusé de fournir davantage de détails.

Parallèlement, un agent de police sur place a fait savoir que l'explosion avait été causée par une bombe télécommandée.

<http://french.cri.cn/781/2010/10/18/302s230253.htm>

19/10/2010

Deux soldats suédois ont été grièvement blessés par des tirs lundi après-midi en Afghanistan, c'est ce qu'a annoncé l'armée suédoise deux jours après la mort d'un soldat dans l'explosion d'une bombe artisanale.

Leur patrouille suédo-finlandaise a été attaquée vers 15H30 locales (11H00 GMT) à 70 kilomètres à l'ouest d'Aibak, dans le nord de l'Afghanistan, indique l'armée suédoise dans un communiqué.

AFP

21/10

Un soldat de l'OTAN a été, mercredi, mortellement blessé par l'explosion d'une mine artisanale dans le sud de l'Afghanistan. La nationalité du militaire tué n'a pas été communiquée.

Afp

25-10

Un soldat de l'Otan a été tué au cours d'une attaque dimanche dans l'est de l'Afghanistan, c'est ce qu'a annoncé lundi la force d'occupation de l'Otan (Isaf).

<http://www.almanar.com.lb>

Détails

Province de Farah (sud-ouest),

27-10

Deux hommes, munis de ceintures d'explosifs, ont tenté de pénétrer dans la maison.

"Les gardes ont eu des soupçons et ont ouvert le feu", a déclaré Rohulla Amin, gouverneur de Farah, une province du sud-ouest.

Un premier kamikaze a actionné sa ceinture d'explosifs à la porte d'entrée de la maison, tuant un garde et en blessant deux autres. Le second assaillant a été abattu par les gardes, selon M. Amin.

Afp

Province d'Herat (ouest de l'Afghanistan)

Le bureau de l'ONU à Hérat attaqué, des tirs entendus

23/10

Une "attaque" est en cours contre la représentation de l'ONU à Hérat et au moins une explosion et des coups de feu ont été entendus.

"Nous sommes au courant d'un incident impliquant le bureau des Nations unies à Hérat. La situation n'est pas très claire pour l'instant", a indiqué à l'AFP Dan McNorton, un porte-parole de l'ONU à Kaboul.

La représentation de l'ONU se trouve sur la route menant à l'aéroport de Hérat.

AP

Province de Kandahar (sud)

Offensive militaire ...

21/10

Une offensive militaire était en cours dans le sud de l'Afghanistan pour tenter de déloger(...) les résistants de leur fief dans la province de Kandahar.

"La plupart d'entre eux sont partis, je crois, avant le début de l'opération militaire", a déclaré à AP Ahmed Wali Karzaï.

Certains (résistants) ont été arrêtés d'autres tués.

Et d'affirmer qu'"il n'y a plus de base taliban aujourd'hui dans la province de Kandahar".

Cette information n'a pas pu être vérifiée.

Des points de contrôle ont été installés à l'entrée de Kandahar, et des forces supplémentaires ont été envoyées dans la ville dans un premier temps puis dans le district voisin de Arghandab.

AP

L'opération Hamkari se poursuit près de Kandahar.

20 octobre

Les troupes canadiennes renforcent leur présence sur l'est de Panjwaï, alors que leurs alliés de la coalition poursuivent leurs manœuvres contre les résistants dans la partie ouest de ce district stratégiquement important situé près de la ville de Kandahar, en Afghanistan.

Les forces américaines et afghanes ont lancé les opérations dans ce qui est connu comme «la Corne» de Panjwaï, où les résistants ont pu agir à leur guise ces dernières années.

Ces mouvements offensifs sont au cœur de la troisième phase de l'opération Hamkari, la dernière offensive de l'OTAN à ce jour pour sécuriser la province agitée du sud de Kandahar.

Les responsables militaires affirment que suite aux premières phases de l'opération, qui se concentraient sur la ville de Kandahar et le district d'Arghandab, à l'ouest de la ville, plusieurs centaines de résistants avaient battu en retraite vers la Corne et le district voisin de Zhari.

Selon le major-général Nick Carter, qui dirige les troupes de l'OTAN dans le sud de l'Afghanistan, la zone visée par la troisième phase de l'opération est importante parce que c'est de là que les résistants peuvent s'en prendre à la ville de Kandahar.

M. Carter espère que l'OTAN a établi un véritable rempart autour de la Corne.

L'accès à la ville de Kandahar est bloqué pour les résistants par une série de points de contrôle mis sur pied et commandés par les Forces canadiennes, mais pour la plupart gardés par des troupes afghanes.

De nouveaux points de contrôle ont été installés autour de Nakhonay, qui se trouve sur les axes nord-sud et est-ouest des routes de transit utilisées par les résistants pour entrer dans Kandahar, et pour se rendre au Pakistan ou en revenir.

«Le Zhari de l'ouest et Panjwaï sont les endroits où les résistants ont pris le pouvoir pour la première fois vers le milieu des années 1990, et en raison de cela, ils ont toujours eu une certaine liberté de mouvement en ces lieux», a ajouté le major-général Carter.

Les résidents des villages au cœur des combats ont fui la zone.

Haji Fazal, habitant l'un de ces villages, a indiqué que plusieurs autres personnes avaient quitté la région. «Pour l'instant, il n'y a pas beaucoup de morts. Certains résistants ont été tués, et plusieurs autres ont quitté la zone opérationnelle. Plusieurs endroits où les résistants possédaient des points de contrôle ont été bombardés et attaqués.»

Dans le village voisin de Mushan, les citoyens sont bien au courant des dangers des opérations militaires, peu importe ceux qu'ils appuient, a souligné un habitant, Ghani Jan.

«Lors des opérations, les balles et les bombes ne savent pas si vous êtes un taliban ou un civil», a-t-il dit.

«Plusieurs résistants sont partis ailleurs pour rester en vie», bien que certains soient restés assez longtemps pour se battre contre les forces de la coalition, conclut-il.

<http://www.journalmetro.com/info/article/667883--l-operation-hamkari-se-poursuit-pres-de-kandahar>

28.10.

"Les troupes afghanes et celles dirigées par l'OTAN, dans une opération conjointe menée dans le district de Mianshin, ont éliminé Jamaludin, un commandant clé des résistants affirme le communiqué.

Source: xinhua

Province de Kunar (est de l'Afghanistan)

Base américaine à Kunar investie par les résistants

12/10/2010

D'après Press TV, les résistants ont dit avoir contraint, hier lundi, les militaires américains de se retirer du poste d'inspection de Marvareh à Kunar, avant de s'emparer du siège des forces US et prendre en main le contrôle de la région. Les résistants disent aussi avoir obtenu nombre d'armes et munitions. Le quartier général de l'OTAN en Afghanistan ne s'est pas encore prononcé sur les revendications des résistants...

<http://french.irib.ir>

Province de Khost (sud-est)

25-10

Un policier a été tué et un autre blessé dans une attaque kamikaze lundi par des résistants dans la province de Khost, située dans l'est de l'Afghanistan, a déclaré un responsable local. Le kamikaze a également été tué dans l'explosion, a-t-il ajouté.

Source: xinhua

Province de Nangarhar (orientale)

22/10

Un responsable local afghan et deux de ses adjoints ont été tués dans l'explosion d'une bombe au passage de leur voiture dans la province de Nangarhar (est).

L'explosion s'est produite alors que la voiture, qui transportait le responsable de Dur Baba et quatre autres personnes, se trouvait dans une zone isolée près de la frontière avec le Pakistan. Deux policiers ont été blessés dans l'attentat,

<http://www.lejdd.fr/International/Asie/Depeches/Afghanistan-Un-responsable-local-tue-228656/>

Province de Zaboul (sud-est)

22/10

Des résistants ont attaqué un convoi de l'OTAN à Shakra Safa dans la province de Zabul et tué trois chauffeurs, avant de mettre le feu à 13 camions-citerne.

AP

28-10

"Une mine installée par des militants a fait exploser le véhicule du gouverneur du district de Shinkai véhicule dans la province de Zabul (sud), mercredi soir, tuant trois gardes du corps", a confirmé M. Rasoulyar à l'agence Xinhua. Le gouverneur du district, qui n'était pas à bord du véhicule, a échappé à l'explosion, a-t-il ajouté..

xinhua

1-5 L'Afghanistan en chiffre

Guerre appelée "Enduring Freedom déclenchée en octobre 2001 devenue en mai 2007 : "Force combinée 82 "

Civils tués 15.989 (Voir Dufour-n°196)

Civils blessés : ? + 3096 (chiffres trop bas)

Résistants tués : : ? + 5.215

Résistant blessés : ? + 1.863 (chiffres trop bas)

Résistances arrêtés : 23.000 prisonniers

Militaires occupants et milice privés occupante tués : 3017 + X

Militaires et milice privés occupante blessés : ? + 4.039

Suicides : 1421 + ? (voir article)

300.000 souffrent de troubles psychologiques ou de dépression majeure (Afghanistan & Irak)

CIA tués : : 11

Soldats /policiers gouvernementaux tués : ? + 6.388

Soldats gouvernementaux blessés : ? + 6088 (chiffre trop bas)

Collabo tués : 1.869

Collabo blessés : ? 317 (chiffre bien trop bas)

Collaborateurs disparus : ? +25

Les chiffres indiqués sont vérifiés par le recoupement des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux

The War in Afghanistan Costs

Relève le 29-10 à 11.53

Cost of U.S. War and Occupation of Afghanistan

\$ 359.922.245.876

29-10

<http://www.costofwar.com/>

-

2 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information.

2-1 WikiLeaks/Afghanistan : nouvelles fuites.

WikiLeaks a annoncé aujourd'hui la diffusion prochaine de quelque 15.000 nouveaux documents confidentiels de l'armée américaine sur la guerre en cours en Afghanistan, lors d'une conférence de presse à Londres.

"WikiLeaks n'a exploité qu'environ un rapport sur six des documents relatifs à l'Afghanistan afin de les examiner(...) ce travail est désormais terminé est les rapports vont bientôt sortir", a déclaré Kristinn Hrafnsson.

Vendredi, le site Internet spécialisé dans le renseignement a publié près de 400.000 documents secrets de l'armée américaine sur la guerre en Irak. Et ses conclusions sont sans appel : la coalition internationale a bel et bien torturé des prisonniers irakiens et fermé les yeux sur des exactions commises par les forces irakiennes. Présentés comme «la plus grosse fuite de documents militaires secrets de l'Histoire», les documents mettent en évidence «de nombreux cas de crimes de guerre qui semblent manifestes de la part des forces américaines, comme le meurtre délibéré de personnes qui tentaient de se rendre».

«On parle de cinq fois plus de morts en Irak, un vrai bain de sang comparé à l'Afghanistan», a assuré sur CNN le fondateur de WikiLeaks, Julian Assange, jugeant que «le message de ces dossiers est puissant et peut-être un peu plus facile à comprendre que la complexe situation en Afghanistan». Refusant d'entrer dans les détails de ces révélations, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a condamné la fuite de tout document pouvant mettre en danger «la vie des soldats et des civils des Etats-Unis et de leurs alliés».

AFP 23/10/2010

2-2 Wikileaks enfonce des portes ouvertes.

Le site Wikileaks, qui avait publié 72 000 documents de l'armée de terre US en Afghanistan, vient de publier près de 391 832 télégrammes de rapports d'incidents de l'armée de terre US en Irak datés de la période 2004-2009. Les documents ont été présentés dix semaines avant publication à quatre médias atlantistes, le New York Times, le Guardian, Le Monde et Der Spiegel afin qu'ils les analysent.

La presse dominante réagit principalement en s'étonnant de l'ampleur des violences de toutes sortes dont ces documents attestent. Elle en tire également des conclusions sur le rôle des mercenaires ou sur la faiblesse du gouvernement irakien.

Cette opération spectaculaire permet à la presse dominante de rattraper son retard en matière d'information.

Les documents divulgués rapportent des événements dont la presse irakienne et la Résistance se sont fait l'écho au fur et à mesure au cours des dernières années et que la presse dominante s'est efforcée d'ignorer et de cacher à ses lecteurs.

Le Réseau Voltaire s'était étonné en son temps de cet aveuglement. Il avait alors, à titre d'exemple et pendant une période limitée à un mois, publié une sélection des principales informations connues, sous la forme d'une publication séparée : Janvier en Irak.

Cette expérience, réalisée il y a plus de 5 ans, montre que tout était déjà disponible pour qui voulait le savoir.

Il s'en suit également que nos analyses des 5 dernières années sur ce sujet se trouvent aujourd'hui confirmées, alors que les analyses de la presse dominante sont désormais infirmées par elle-même.

Notez, que le New York Times, le Guardian, Le Monde et Der Spiegel présentent leur remise à niveau comme un exploit journalistique, un scoop de très grande ampleur, au lieu de s'excuser auprès de leurs lecteurs pour leur avoir si longtemps menti.

Réseau Voltaire

2-3 Les Etats-Unis tiennent le mollah Omar pour responsable des attentats du 11 septembre et subséquemment "I...

I ne remplit donc pas les critères" pour intégrer le processus de réconciliation...

nb : Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information.

Le département d'Etat des Etats-Unis a déclaré jeudi que le mollah Mohammed Omar, chef des résistants, ne peut avoir un rôle constructif dans l'avenir de l'Afghanistan.(...)

Le porte-parole du département d'Etat, Philip Crowley, a indiqué que les Etats-Unis tiennent le mollah Omar pour responsable des attentats du 11 septembre et qu'il soutient Oussama ben Laden.

"Au cours des années 1990, et même après les attentats du 11 septembre, il a eu plusieurs occasions de prendre ses distances vis-à-vis d'Oussama ben Laden. Il a choisi de ne pas le faire", a précisé le porte-parole.

"Il ne remplit donc pas les critères" pour intégrer le processus de réconciliation, a-t-il estimé, faisant allusion aux trois conditions qui exigent de renoncer à la violence, rompre les liens avec Al-Qaïda et respecter les lois de l'Afghanistan.

"Nous doutons fortement que le mollah (Omar) puisse tirer un quelconque profit de ce processus", a ajouté M. Crowley.

Bien que les Etats-Unis soient persuadés que le mollah Omar n'a aucun rôle à jouer dans le futur de l'Afghanistan, il paraît peu probable de parvenir à une réconciliation sans la participation des résistants et de leurs dirigeants.

Le président afghan Hamid Karzaï a appelé à plusieurs reprises les dirigeants résistants à déposer les armes et à rejoindre le processus de paix.

Certaines informations publiées à Washington indiquent néanmoins que l'administration Obama se serait récemment dite ouverte à des négociations avec les résistants, estimant que la guerre en Afghanistan ne peut être gagnée en ayant recours aux seuls moyens militaires.

Un haut responsable de l'Otan aurait de son côté déclaré que l'alliance offre aux dirigeants de la résistance la possibilité de se rendre à Kaboul "en toute sécurité" pour négocier avec le gouvernement afghan.

Par ailleurs, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a déclaré jeudi que l'alliance était prête à aider le gouvernement afghan à entrer en contact avec les résistants.

Source: xinhua

2-4 François-Bernard Huyghe : Al-Qaïda entre alerte et routine.

Nb Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information.

Ben Laden s'exprime et l'homme théoriquement le plus recherché de la planète, censé avoir produit le plus grave événement du nouveau millénaire, suscite quelque chose qui ressemble à un ennui médiatique non dissimulé.

En deux cassettes audio, les premières depuis le printemps dernier, l'émir apparaît souriant (en image fixe, bien sûr), parle sur fond de séquences des inondations du Pakistan.

Le thème qu'il développe (après plusieurs responsables d'Al-Qaïda) est la catastrophe climatique, sa solidarité envers les victimes musulmanes, la nécessité de créer un système efficace pour leur porter secours, la responsabilité des gouvernements qui préfèrent acheter des armes plutôt que protéger leurs citoyens, le réchauffement climatique qu'il déplore, son regret que le chef de l'État pakistanais ne se soit pas rendu sur place... Bref une suite de banalités, presque politiquement correctes, que n'importe quel journal pourrait imprimer. Quelle que soit l'ampleur de la catastrophe (sans doute 1700 morts et des centaines de milliers de réfugiés) dans - il faut bien le dire - une relative indifférence des médias occidentaux, il y a un paradoxe.

Et dans les propos de Ben Laden "écologiques" (encore que ce ne soit pas la première fois qu'il se préoccupe de ces questions), presque altermondialiste dans ses diatribes contre les puissants.

Et dans la façon dont sont accueillies les déclarations de l'homme qui sont supposées menacer le monde. Si l'on met de côté l'hypothèse selon laquelle la vidéo serait truquée, il y a là sujet à s'interroger sur le statut d'Al-Qaïda. Au même moment, les annonces d'une reprise des activités de l'organisation se multiplient.

Des responsables américains du contre-terrorisme annonçaient récemment que Ben Laden et les siens auraient pu jouer un rôle important dans un très vague projet d'attaques coordonnées contre la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, "de style Mumbai", mais qu'une menace d'Al-Qaïda pour le Maghreb Islamique était peu vraisemblable sur le territoire européen.

Nous sommes tentés de souscrire à la seconde partie de la proposition (une campagne dans le style de celle du GIA posant des bombes en France en 1995 ne semble pas cohérente avec la stratégie de prises d'otages). Quant à la première information, le complot dont on ne sait trop s'il est ou non déjoué... elle est plutôt invérifiable.

Au moment où nous écrivons, il est question d'un projet menaçant les Américains en Europe et dont la source aurait été découverte au Nord-Waziristan (la zone du Pakistan où pourrait être réfugié Ben Laden).

Le même jour, autre source : des membres d'Al-Qaïda tenteraient de s'emparer de passes occidentales.

Ou encore, on apprend que la Suède relève son niveau d'alerte.

Bref, un ensemble de renseignements vagues, le plus souvent de sources anonymes mais toutes alarmistes, converge.

Elles aboutissent objectivement à redonner du lustre à Al-Qaïda dont beaucoup proclamaient le déclin et dont les dernières déclarations, guère suivies d'effet, ne donnaient pas l'impression d'un péril croissant.

Comment interpréter ces indices ?

Comme un montage occidental destiné à agiter l'épouvantail terroriste (comme on l'a dit à propos de la France) ?

Ce serait un peu simple.

Il se pourrait aussi que cela traduise la transformation d'Al-Qaïda en une poussière de groupes d'importance très diverses, n'ayant plus qu'un lien formel, purement nominal, voire publicitaire, avec l'organisation désormais mythifiée.

Ou que des groupes (dans le Sahel, au Pakistan, les indications ne sont pas claires) pourraient décider de passer au stade supérieur et frapper au cœur du dispositif ennemi, en Europe par exemple.

La logique des réseaux et le système de la "franchise" du nom Al-Qaïda se développeraient dans le sens de l'éparpillement et de l'autonomie.

La seule vraie question est : est-ce une bonne nouvelle ? Et un ennemi dispersé n'est-il pas plus difficile à combattre ?

François-Bernard Huyghe

[François-Bernard Huyghe](#), chercheur associé à l'IRIS

Tous les droits des auteurs des Œuvres protégées reproduites et communiquées sur ce site, sont réservés.

Publié le 12 octobre 2010 avec l'aimable autorisation de l'IRIS.

Source : [Affaires stratégiques](#)

<http://www.affaires-strategiques.info/...>

3 Les Brèves

3-1 Ben Laden menace ... la France.

nb Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information.

Oussama ben Laden s'est exprimé dans un nouveau message sonore cité mercredi par la chaîne de télévision Al-Jazira.

Le chef d'Al-Qaeda, Oussama ben Laden, a affirmé que la France ne connaîtrait la sécurité que si elle se retirait d'Afghanistan et cessait «ses injustices» à l'égard des musulmans, dans un message audio justifiant l'enlèvement de Français au Sahel, et diffusé mercredi sur al-Jazira.

De quoi justifier, explique ce soir le ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, le maintien du plan «Vigipirate» rouge. Dans ce court message sonore adressé «au peuple français», diffusé par la chaîne qatarie basée à Doha, Ben Laden estime en outre qu'il est «du droit» des musulmans de riposter par la violence contre «les envahisseurs français» à l'interdiction du voile intégral.

Le chef d'Al-Qaeda affirme, dans son réquisitoire, vouloir expliquer «les raisons» qui justifient «les menaces contre votre sécurité et la prise en otages de vos fils».

Fin septembre-début octobre, les autorités françaises avaient fait état d'une menace «réelle» dans le pays et appelé à la vigilance.

«Le seul moyen de préserver votre sécurité est de mettre un terme à toutes vos injustices à l'égard de notre nation, notamment votre retrait de la maudite guerre de Bush en Afghanistan, et de mettre fin au colonialisme direct et indirect», dit Ben Laden. Environ 3.750 soldats français sont stationnés en Afghanistan.

Il se demande comment la France peut «participer à l'occupation de nos pays et aider les Américains à tuer nos enfants et nos femmes», et vouloir en même temps «vivre en sécurité et en paix».

«Comme vous menacez notre sécurité, nous menaçons votre sécurité»

Le chef d'Al-Qaeda accuse en outre la France de «s'ingérer dans les affaires des musulmans, dans le nord et l'ouest de l'Afrique en particulier», justifiant l'enlèvement sur le site d'une mine d'uranium du groupe français Areva à Arlit (nord du Niger) de cinq Français, d'un Togolais et d'un Malgache.

«La prise en otages de vos experts au Niger, qui étaient sous la protection de vos agents est intervenue en réaction à l'injustice que vous pratiquez à l'égard de notre nation islamique», dit le chef d'Al-Qaeda.

«Tout comme vous tuez, vous êtes tués. Tout comme vous prenez des prisonniers, vous êtes pris en otages.

Comme vous menacez notre sécurité, nous menaçons votre sécurité», ajoute-t-il.

Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi) a revendiqué le 21 septembre l'enlèvement des cinq Français. Les autorités françaises ont assuré qu'elles étaient prêtes à engager des pourparlers avec Aqmi pour obtenir la libération de ces otages.

Selon des sources maliennes et françaises, les otages sont détenus dans des collines désertiques du Timétrine, dans le nord-est du Mali, à une centaine de kilomètres de l'Algérie.

Parmi ces otages, la Française Françoise Larribe a peu de temps avant son enlèvement, subi une chimiothérapie, selon un de ses proches. Selon des intermédiaires qui ont rencontré ses ravisseurs, elle a un besoin urgent de soigner un cancer.

Un dernier message diffusé début octobre

Evoquant l'interdiction du voile intégral en France, que le Parlement a voté le 14 septembre, et qui sera effective au printemps 2011, Ben Laden s'est par ailleurs demandé: «s'il est du droit de la France d'interdire aux femmes libres de porter le voile, n'est-il pas de notre droit de pousser au départ vos hommes envahisseurs en leur tranchant la tête?»

Le dernier message du chef d'Al-Qaeda avait été diffusé début octobre. Il s'inquiétait alors du changement climatique et lançait un appel à l'aide en faveur des victimes des inondations dévastatrices au Pakistan.

(Source AFP)

3-2 Un GI risque des sanctions pour avoir tué accidentellement une otage....

Un soldat, présumé avoir tué accidentellement une travailleuse humanitaire britannique prise en otage en Afghanistan lors d'une opération destinée à la libérer, est susceptible d'encourir des mesures disciplinaires, rapporte le Guardian jeudi.

Selon le quotidien britannique, citant des sources à Kaboul et Londres, ce soldat des forces spéciales a lancé une grenade qui pourrait avoir tué Linda Norgrove, 36 ans, tuée le 8 octobre lors d'une opération de l'armée américaine destinée à la libérer.

Or, ce soldat a tardé à informer sa hiérarchie du fait qu'il avait lancé l'explosif, indique le Guardian.

Au cours de l'opération contre l'abri des preneurs d'otage, la Britannique s'est éloignée de ses ravisseurs et s'est allongée en position fœtale pour éviter d'être blessée, raconte le journal.

Mais le soldat américain ne l'a pas vue et a lancé, près de l'endroit où elle se cachait, une grenade à fragmentation qui a explosé à côté d'elle, selon le Guardian.

Grenade américaine

Des responsables avaient initialement annoncé qu'elle avait été tuée par un de ses ravisseurs qui s'était fait exploser à ses côtés, mais un examen de l'opération a révélé qu'elle pourrait avoir été tuée par une grenade américaine.

Les Etats-Unis ont lancé une enquête à ce sujet.

14/10/2010

(Source AFP)

<http://www.liberation.fr/monde/01012296239-un-gi-risque-des-sanctions-pour-avoir-tue-accidentellement-une-otage-britannique>

3-3 La santé mentale : un problème capital en Afghanistan.

A l'occasion de la journée mondiale de la santé mentale, organisée hier par l'Organisation mondiale de la Santé, le ministre par intérim de la Santé en Afghanistan, Suraya Dalil a affirmé que 60 % de la population afghane souffrait de stress et de troubles mentaux, le pays ayant été exposé ces dernières décennies à de nombreux événements ayant favorisé la « *détérioration de la santé mentale* ». L'offre de soins y est très limitée dans ce domaine : on compte 200 lits de psychiatrie dans tout le pays et seulement deux psychiatres.

Publié le 11/10/2010

http://www.jim.fr/en_direct/pro_societe/e-docs/00/01/D3/25/document_actu_pro.phtml

3-4 Corruption: un audit de ses banques privées.

Le gouvernement afghan a annoncé mardi que toutes les banques privées feraient l'objet d'un audit après les accusations de détournements de fonds visant la Kabul Bank, le premier établissement privé du pays.

"Le gouvernement a décidé qu'une société fera l'audit non seulement de la Kabul Bank, mais aussi de toutes les banques privées en Afghanistan", a déclaré le porte-parole de la présidence, Waheed Omer.

Après des articles début septembre de la presse américaine, affirmant que la Kabul Bank était en difficulté pour cause de détournements de fonds par ses dirigeants, ses clients ont pris d'assaut toutes ses succursales pour vider leurs comptes.

19.10

<http://www.leparisien.fr/flash-actualite-monde/corruption-l-afghanistan-ordonne-un-audit-de-ses-banques-privees-19-10-2010-1115449.php>

3-5 Les Forces canadiennes se cherchent une nouvelle base en Asie...

Le gouvernement **canadien** envisage d'utiliser une base aérienne allemande en Ouzbékistan ou une base aérienne américaine au Kirghizistan pour pallier, à court terme, la perte de la base opérationnelle avancée (BOA) camp Mirage, située dans le désert près de Dubaï, a appris l'Agence QMI.

Les Émirats arabes unis expulseront dans trois semaines les Forces canadiennes du camp Mirage, parce que le gouvernement canadien refuse d'accorder à leurs compagnies aériennes nationales des vols supplémentaires en direction du Canada.

Privées du camp Mirage, les Forces canadiennes ont besoin d'un autre site en bordure de l'Afghanistan, à partir duquel l'équipement peut être acheminé sur le théâtre des opérations. Ce site peut également servir de transit lors du retrait des troupes.

Une source au sein du ministère de la Défense a confirmé deux possibles sites de remplacement temporaires, incluant une base aérienne allemande à Termez, en Ouzbékistan, et la base aérienne américaine de Manas, au Kirghizistan.

Les deux pays souffrent d'une mauvaise réputation internationale. L'Ouzbékistan est une dictature alors que l'instabilité politique règne en Ouzbékistan.

Le ministre de la Défense Peter MacKay a affirmé, dimanche, que plusieurs sites potentiels avaient été identifiés pour remplacer le camp Mirage.

« Il y a des négociations qui se déroulent en ce moment entre les planificateurs de mon ministère et les Affaires étrangères pour s'assurer d'un autre emplacement », a indiqué le ministre.

Ni le ministre MacKay, ni la porte-parole du ministre des Affaires étrangères Lawrence Cannon n'ont dit où se trouvaient ces bases.

« Pour des raisons évidentes, nous ne pouvons pas faire de commentaires sur les questions opérationnelles qui disent quoi que ce soit sur l'endroit où nous allons et sur ce que cela représente en termes de logistique. Ce ne serait pas sécuritaire », s'est contentée de préciser la porte-parole du ministre des Affaires étrangères, Catherine Loubier.

Le capitaine Dave Scanlon, porte-parole du ministère de la Défense, estime que sans le camp Mirage, le Canada aura besoin d'autres escales pour transiter vers l'Afghanistan.

Il a toutefois ajouté que le ministère de la Défense ne prévoyait pas faire d'importants investissements dans les bases de Termez et de Manas. « Mais si vous avez entendu dire qu'il y a une possibilité que nous puissions avoir des endroits par où passer, comme le concept d'un aéroport de correspondance, alors cela pourrait être une possibilité », a ajouté M. Scanlon.

Le camp Mirage était un secret de polichinelle à Ottawa, même si les Forces canadiennes et le gouvernement n'ont jamais officiellement confirmé son existence ou son rôle.

Le camp Mirage, qui serait situé sur la base de l'armée de l'air Al Minhad dans les Émirats arabes unis, est un centre de transbordement créé en 2001 qui agit comme plaque tournante pour réapprovisionner les 2 750 soldats canadiens qui combattent à Kandahar.

18/10

Agence QMI.

4 Dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

4 -1 [Gamal Nkrumah](#) : Transformer l'Afghanistan.

lundi 21 septembre 2009 par

Gamal Nkrumah analyse la place de l'Afghanistan dans l'arène politique mondiale alors que le pays tient des élections présidentielles en plein scandale international sur le fiasco de l'Otan dans ce pays déchiré par la guerre.

Le peuple pashtun, toujours avec une fierté quelque peu suffisante et ses traditions religieuses conservatrices, montre une véritable diversité, avec la métamorphose de la clique au pouvoir, au sein d'un mouvement populaire qui profite d'une vague de soutien de la part des paysans et des pauvres des villes. Quoi qu'il en soit, si un décideur politique occidental croit que la nation productrice d'opium va finalement se comporter en lieutenant au service des intérêts des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux en Asie centrale, c'est que ce décideur politique a dû fumer quelque chose à base d'herbes.

A défaut de la moindre catharsis à l'horizon, il est de plus en plus évident que la route tourmentée de l'Afghanistan vers la démocratisation le mène à la poubelle de l'histoire, sauf à être rapidement rectifiée par un Islam politique du style Taliban. Les politiciens occidentaux hésitent dangereusement entre débiter des informations fallacieuses sur l'Afghanistan et les résistants, et exprimer une naïve ignorance. Leur tendance à interpréter faussement les réalités sur le terrain en Afghanistan est déconcertante. Les dirigeants des résistants, eux aussi, devraient réfléchir vers où la violence qu'ils instrumentent entraîne leur peuple.

Les chefs résistants croient en l'efficacité de la violence révolutionnaire militante du style islamique. Le défi auquel ils sont confrontés aujourd'hui, c'est que ce n'est pas de la force dont ils ont besoin pour se développer, mais de la force morale de leur foi. L'Islam politique fait des adeptes non seulement en Afghanistan mais aussi dans tout le monde musulman. Les résistants ont menacé de faire sauter les bureaux de vote pendant les élections présidentielles, prétendant que les votants étaient des « infidèles ».

Le président afghan en exercice, Hamid Karzai, lui-même Pashtun, n'inspire pas le respect à la majorité de son peuple. Et pourtant, selon toute vraisemblance, il sera le vainqueur des élections présidentielles. Il préside une démocratie malade et peu brillante, criblée de contradictions fondamentales. Les USA se prennent pour Dieu et Karzai est largement considéré comme le laquais de Washington, une position qui lui vaut les critiques de ses concitoyennes et concitoyens.

A chaque fois que Karzai rate une occasion, les résistants marquent un point. (Photo : Claire Billet)

Pire, Karzai apparaît comme cédant et acceptant les aspects les moins efficaces de l'idéologie islamiste militante. Non seulement il n'a rien à dire pour son léchage de bottes de ses maîtres et bienfaiteurs de Washington, mais il flirte aussi régulièrement avec les résistants. Un récent faux pas a attiré l'attention internationale quand Karzai a approuvé un projet de loi permettant aux époux de ne pas nourrir leurs épouses si elles refusaient des relations sexuelles, une loi dont les critiques affirment qu'elle légalisait le « viol marital ». La loi s'appliquait seulement aux minorités musulmanes chiites d'Afghanistan qui constituent 15% de la population du pays. Mais toute femme afghane était tenue de par la loi de demander la permission à son époux pour rechercher un emploi. Voilà le genre de pratiques qui scandalisent ceux à l'étranger qui veulent organiser la démocratie en Afghanistan. « A

l'évidence, ils tiennent les élections dans des circonstances défavorables, » a prévenu le secrétaire d'Etat US, Robert Gates.

En effet, à chaque fois que Karzai rate une occasion de se mettre en avant, les résistants marquent un point et prospèrent. Karzai n'est pas en position de faire des sermons. Les résistants propagent leur orientation idéologique militante. Mais ce qu'il faut faire en priorité, c'est mettre fin au désordre provoqué par les forces occupantes de l'OTAN. La guerre en Afghanistan n'est pas seulement une tragédie pour l'Afghanistan mais pour tout le monde musulman.

Karzai n'est pas le premier dirigeant afghan à être en état de disgrâce. Mais même lorsqu'il a voulu renégocier une démocratisation et une réforme politique à l'Afghane, ce qui était peu vraisemblable étant donné tout son passif par ailleurs, même alors une telle démarche aurait été vaine s'il n'impliquait pas la masse de son peuple, les Pashtun. Ce qui aurait été un vote présidentiel historique, évitant à l'establishment politique post-taliban de s'enfoncer davantage dans la corruption et le manque de pertinence nationale, a été largement tronqué par les déclarations hors propos et les débats. Et une telle confusion a été alimentée avec, comme toile de fond, des accusations largement répandues d'achats d'électeurs et de fraude électorale.

Les démocraties à dominante musulmane, là où elles existent, sont trop fragiles pour être traînées dans la boue comme cela. Les pays à majorité musulmane comme l'Indonésie ou le Bangladesh sont aux prises avec les dynamiques même d'une démocratie pluripartite du style occidental. La démocratie naissante au Pakistan voisin est pour le moins boiteuse, et c'est un euphémisme. Pourtant, en Afghanistan, personne, à l'intérieur ou à l'extérieur du pays, ne croit sincèrement que le pays est prêt pour une démocratie complète à la mode occidentale. La triste vérité est que l'Afghanistan a un long chemin à faire avant qu'une démocratie ne puisse y être consacrée institutionnellement. D'abord et avant tout, il faut travailler à une solution négociée avec les résistants. Peu d'Afghans sont attirés par la démocratie, d'autant qu'elle a exacerbé les tensions sociales et créé des écarts de revenus inacceptables dans l'une des nations les plus pauvres et les moins développées du monde.

Le drame de l'Afghanistan ne va pas s'estomper avec les élections présidentielles de jeudi. La plupart des Afghans se rendent compte que la présidence de Karzai n'a pas été irréprochable. Assurément, beaucoup d'Afghans ne supportent pas qu'il leur ait été imposé par l'Occident. Karzai a été choisi par Washington pour faire avancer la cause de la démocratie. Le risque en Afghanistan où islamistes militants et islamistes modérés ont été à couteaux tirés pendant des années est que le pays se retrouve avec des lois et un cadre institutionnel sexistes et moins démocratiques, et avec des législateurs misogynes en charge du pays, fixant le rythme et l'orientation des changements.

Les Afghans doivent se faire à l'idée de la nécessité d'un compromis. Karzai a promis d'inviter les dirigeants résistants à un grand conseil tribal, la loya jirga, s'il était réélu. Les résistants ont intensifié leurs tirs de grenades autopropulsées sur les bâtiments du gouvernement et sur les troupes de l'OTAN. La seconde vérité de base est que réformer le système politique afghan oblige à en changer. Des signes montrent que certains éléments de la direction afghane résistent farouchement à cette idée.

S'en prendre aux Patchoun pour les pressions subies des résistants est une réaction prévisible. Le Pentagone américain a publié cette semaine une liste de 367 tués ou capturés, des dirigeants tribaux - la plupart Pashtun - impliqués à la fois dans le trafic de stupéfiants et l'insurrection des résistants. Il est vrai que beaucoup de dirigeants pashtun veulent être bien vus des résistants.

Avec un tel système, la démocratie locale reste un rêve lointain. L'invasion de l'Afghanistan a été entérinée par les Nations unies, elle a été menée par les Etats-Unis et l'OTAN, les Nations unies n'étant qu'un simple observateur passif. C'est dans ce contexte que la controverse en Grande-Bretagne sur la présence militaire britannique en Afghanistan a soulevé un tollé. La vive sévère de la guerre conduite par le gouvernement du Premier ministre britannique, Gordon Brown, en Afghanistan a atteint son paroxysme.

« Nous devons continuer la lutte » insistait le Premier ministre Brown. Et d'expliquer que l'engagement britannique dans la guerre en Afghanistan était incontournable dans la lutte contre le terrorisme international, arguant que les trois quarts des actes terroristes en Grande-Bretagne venaient d'Afghanistan et de son voisin le Pakistan. « C'est pour la sécurité de la Grande-Bretagne et du reste du monde que nous devons absolument honorer notre engagement à maintenir un Afghanistan libre et stable, » a défendu Brown, quoiqu'un peu mollement.

Néanmoins, Brown a réitéré son appel à l'Europe pour que « l'Europe partage le fardeau » de la lutte contre le terrorisme en Afghanistan.

Mais alors, pourquoi l'Afghanistan est-il si capital pour la Grande-Bretagne, l'Europe et le monde ? Contrairement à l'Iraq, l'Afghanistan n'a pas de réserves de pétrole importantes. Oui, mais le pays a une situation stratégique, au carrefour de l'Asie centrale, du Moyen-Orient et de l'Asie du Sud.

« Nous aurons besoin de plus de police et par conséquent d'un programme de formation de la police, » a extrapolé Brown. Son intention était sans doute de permettre au gouvernement afghan et à ses forces de police de mieux faire face au défi posé par l'islam politique militant dans le pays.

On estime à 95 le nombre de soldats blessés dans une action en juillet, mois qui fut le plus sanglant jusqu'à aujourd'hui de l'invasion et de l'occupation de l'Afghanistan par les troupes de l'OTAN en 2001. Le nombre de soldats tués a augmenté de façon spectaculaire, passant de 4 en juin de cette année à 22 en juillet. A ce jour, la guerre en Afghanistan a coûté la vie à 201 soldats britanniques, depuis le début en 2001. La remontée des résistants fait ses marques. A ce rythme, le Président des Etats-Unis, Barack Obama, va inévitablement

rencontrer les mêmes critiques chez lui. Après tout, en mettant ses pas dans ceux de l'ex-Président Bush, il a inscrit l'Afghanistan en tête de l'ordre du jour mondial.

[Gamal Nkrumah](#) :

Du même auteur :

Un bon indien est un indien mort

Les empreintes de l'histoire (avec M. El-Sayed et R. Fisk)

Al-Ahram/Weekly publication n° 961, 20 au 26 août 2009 - traduction : JPP

lundi 21 septembre 2009 par

<http://www.alterinter.org/article3444.html>

4-2 Tom Peters : La CIA entretient une armée de mercenaires active en Afghanistan et au Pakistan.

Le 10 octobre 2010

Obama's Wars (Les guerres d'Obama), le nouveau livre écrit par Bob Woodward, journaliste de longue date du Washington Post, confirme publiquement le fait que la CIA (Central Intelligence Agency) entretient une armée privée de mercenaires afghans depuis au moins 2002. Le 22 septembre, le Washington Post rapportait que les soi-disant CTPT (Counterterrorism Pursuit Teams – Equipes de poursuite contre-terroriste) fortes de 3.000 hommes « sont utilisées pour la surveillance, pour des raids et des opérations de combat en Afghanistan [et sont] cruciales pour la guerre secrète des Etats-Unis au Pakistan, selon des responsables en activité et d'anciens responsables américains ».

Des « responsables anonymes des services de renseignement » ont dit au Washington Post que la CIA a commencé à rassembler cette armée d'Afghans « presque immédiatement » après l'invasion du pays en 2001. Selon ce journal, ces unités se trouvent à Kaboul et à Kandahar ainsi que dans des bases nommées Firebase Lilley et Forward Operating base Orgun –E, dans la province de Paktika, le long de la frontière pakistanaise. L'agence Associated Press rapporta que « certains ont reçu leur entraînement dans les bases de la CIA aux Etats-Unis. »

Les forces des CTPT opèrent dans le secret et sont responsables devant l'armée afghane ou devant l'ISAF (International Security Assistance Force) conduite par les Etats-Unis. Mais certaines de leurs activités furent dévoilées dans les 76.000 documents militaires américains révélés par WikiLeaks, en juillet. Le Washington Post note que « des rapports militaires de terrain suggèrent que les forces paramilitaires afghanes peuvent ... être brutales. Le 32 octobre 2007, le personnel militaire d'Orgun-E rapporta avoir traité un Afghan de trente ans pour une 'amputation traumatique des doigts' de la main gauche. Selon le rapport l'homme avait été 'blessé par des OGA afghans pendant un raid. » Le terme « OGA afghan » veut dire « Other Government Agency » (autre agence gouvernementale) et selon le Washington Post est « généralement utilisé pour faire référence à la CIA ». De tels actes brutaux se produisent dans l'impunité. Jonathan Horowitz, un expert en droits de l'homme de l'Open Society Institute dit à Associated Press le 22 septembre qu'étant donné le statut secret du groupe « Pour la plupart des Afghans, il est pratiquement impossible qu'il soit tenu responsable de ses brutalités. Ces forces ne font pas partie d'une chaîne de commandement de l'armée afghane et si un civil est tué ou mutilé, les Etats-Unis peuvent dire que ce n'est pas leur faute. » Associated Press a rapporté que Horowitz « avait ajouté que des civils afghans on régulièrement accusé ces groupes paramilitaires de brutalités physiques et de vols durant des razzias nocturnes. »

Lors d'un incident qui s'est produit en juin 2009 et décrit par l'AP le groupe basé à Kandahar s'est lancé dans une « orgie meurtrière » après qu'un de ses membres ait été arrêté, tuant le chef de la police de Kandahar et neuf autres policiers. A l'époque, le commandant de l'ISAF, Chris Hall, dit à l'Agence France presse que « ni l'ISAF ni les troupes de la coalition n'étaient pour rien » dans ce massacre.

L'armée privée de la CIA a été active et ce, en complète violation de la souveraineté du Pakistan, dans les régions sous administration tribales qui bordent l'Afghanistan et sont considérées comme des refuges pour les combattants afghans résistant à l'occupation néo-coloniale. La chaîne de télévision CNN a rapporté le 22 septembre qu'« un ancien responsable du contre-terrorisme américain a dit qu'une équipe allait entrer au Pakistan pour faire du renseignement et pour fournir des information afin d'aider la CIA à tuer des gens suspects de terrorisme avec des missiles lancés à partir d'avions sans pilotes. »

Les frappes à partir de drones, dont la plupart ont lieu dans la région tribale du Nord-Waziristan, ont été intensifiées en août et en septembre. Depuis le début du mois de septembre, plus de 90 personnes sont mortes au cours de vingt raids effectués par des drones. Selon le journal pakistanais Daily Times, « beaucoup ont été frappés dans ou autour de la ville de Dattakhel, qui compte environ 40.000 habitants ». Alors que ceux qui furent tués sont inévitablement décrits comme étant des « terroristes » ou des « militants » par les services de renseignement pakistanais et américains, leur identité est rarement confirmée et il est clair que ce sont des centaines de civils qui ont été tués.

Le chercheur Zeeshanul Hasan Usmani qui gère le site web Pakistan Body Count, a dit à l'Express Tribune le 27 septembre qu'un total de 2.063 civils avaient été tués et 514 blessés par des frappes à partir de drones depuis que celles-ci ont commencé en 2004. Selon ses calculs, 57 civils ont été tués pour chaque victime de ces raids ayant été identifiée comme membre d'une organisation terroriste spécifique.

Dans une interview publiée le 24 septembre par ... Haider, un habitant de Peshawar a décrit comment son beau-frère avait été tué dans une attaque conduite par un drone alors qu'il visitait des amis dans la ville de Miranshah,

au Nord-Waziristan. 31 personnes furent tuées au cours de cette attaque lorsqu'un missile frappa une maison pendant la prière du soir. Haider dit : « Les civils dans toutes ces régions ont très peur et sont dans l'angoisse. Ils ne peuvent pas travailler durant la journée ni ne peuvent dormir pendant la nuit. Dès qu'ils entendent le moindre bruit d'avion, il s'enfuient paniqués de leurs maisons et des bâtiments pour essayer de trouver un endroit où ils sont en sécurité. »

Mohammad Kamran Khan, un député du Nord-Waziristan a dit à l'Express Tribune que durant une récente visite dans cette région, il avait rencontré des gens qui « étaient très en colère contre moi à cause du fort nombre de civils tués dans ces attaques. Ils étaient en colère contre le gouvernement pakistanais et nos forces armées parce qu'ils ne faisaient rien pour arrêter ces attaques. Leur haine vis-à-vis de l'Amérique n'a jamais été aussi grande. »

The Pakistani government, while officially condemning the attacks, has been fully complicit with the CIA in carrying them out. Woodward's book describes a meeting between then-CIA Director in which drone strikes were discussed. Zardari reportedly urged the CIA to continue the attacks, saying: "Collateral damage worries you Americans. It does not worry me."

Le gouvernement pakistanais, tout en condamnant officiellement ces attaques, en a été entièrement complice. Le livre de Woodward décrit une réunion entre l'ancien directeur de la CIA, le général Michael Hayden et le président pakistanais Asif Ali Zardari en novembre 2008 et au cours de laquelle les attaques par drones furent discutées. On rapporte que Zardari a pressé la CIA de continuer ses attaques, disant : « Vous vous faites du souci pour les dégâts collatéraux. Moi, cela ne me cause pas de souci. »

Les révélations faites dans le livre Obama's Wars ajoutent à la crise du régime Zardari, généralement détesté tant pour sa réponse extrêmement inadéquate aux inondations dévastatrices qui touchent le Pakistan, que pour sa collaboration avec la guerre des Etats-Unis en Afghanistan. Le gouvernement pakistanais a immédiatement nié ce qui est affirmé dans le livre quant à une armée privée de la CIA opérant dans le pays. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Abdul Basit a dit à l'AFP (Agence France Presse) le 24 septembre : « Notre politique est claire, nous ne permettrons jamais des bottes étrangères sur notre sol quelles qu'elles soient ... je peux donc vous dire qu'il n'y a aucune troupes étrangères participant à des opérations de contre-terrorisme à l'intérieur du Pakistan. » Le porte-parole de l'armée pakistanaise, le général Athar Abbas, a dit à l'AFP « si on trouvait de telles forces on leur tirerait dessus. »

Les Etats-Unis cependant, essayant d'écraser toute résistance à leur domination néocoloniale d'une région riche en ressources, poursuivent de façon irresponsable leur extension de la guerre au Pakistan. Dans un acte provocant, des hélicoptères américains ont par deux fois, le 25 septembre, poursuivi un groupe de militants présumés à travers la frontière pakistanaise depuis la province Afghane de Khost. Selon le chef de la police de cette province, Abdul Hakim Ishaqzai, ces hélicoptères ont tué plus de 60 personnes. Le 27 septembre, des hélicoptères ont de nouveau traversé la frontière dans la région de Kurram, tuant cinq autres personnes. Basit a protesté contre le fait que ces frappes représentaient « une nette violation du mandat de l'ONU sur la base duquel opère l'ISAF et une nette infraction à son égard. » Un porte-parole de l'ISAF a, en réponse, dit de façon absurde à la société de presse McClatchy Newspapers le 27 septembre que les hélicoptères avaient poursuivi les militants « à cause du danger imminent qu'ils représentaient pour les troupes » et qu'ils avaient agi en situation de « légitime Défense ».

L'administration Obama, qui a collaboré étroitement avec Woodward dans la préparation de son livre, n'a rien dit sur les opérations transfrontalières de la CIA qui y sont révélées. Dans une interview avec la chaîne de télévision ABC le 27 septembre, Woodward a dit que l'administration était au courant des révélations faites dans le livre et avait autorisé leur publication.

Le livre annonce de même que les Etats-Unis ont un plan « de représailles » - développé par l'administration Bush et conservé par Obama - pour bombarder « au moins 150 » bases présumées d'Al Qaida au Pakistan au cas où trouverait qu'elles sont à l'origine d'une attaque terroriste majeure. Woodward écrit : « Il se peut que quelques sites ne soient plus actuels, mais selon ce plan on ne s'inquiéterait aucunement de ceux qui pourrait y vivre maintenant. Le plan... dicte une attaque punitive et brutale. »

Ce livre fait partie d'une campagne de menaces en cours contre le Pakistan. Le New York Times a rapporté le 27 septembre que l'augmentation des frappes de drones par la CIA reflétait une « frustration grandissante » face au refus de l'armée pakistanaise « de lancer des opérations militaires à l'intérieur du Nord-Waziristan ». L'article ajoutait que « selon des responsables américains, le Général David H. Petraeus, le commandant en chef des troupes américaines en Afghanistan, avait récemment lancé des avertissements voilés au commandement militaire pakistanais que les États-Unis pourraient lancer des opérations terrestres unilatérales dans les régions tribales si le Pakistan refusait de démanteler les réseaux militants du Nord-Waziristan. »

Tom Peters

publié le 30 septembre 2010.

Le 10 octobre 2010

4-3 Selon Bob Woodward, la CIA a engagé le frère de Karzaï avant le 11-Septembre.

Lorsque l'on traite de l'Afghanistan dans les médias français, la question pourtant cruciale de la drogue y est très rarement évoquée. Or la géopolitique de la drogue, notamment en Asie centrale, est d'une importance primordiale, car elle induit des avantages stratégiques et financiers considérables pour ceux qui la contrôlent. L'Histoire contemporaine tend à nous démontrer que des acteurs étatiques – tels que la CIA – ont depuis les

années 1950 mis en place une véritable géopolitique de la drogue à l'échelle globale, comme le démontre de manière très documentée le professeur Peter Dale Scott dans son dernier ouvrage, *La Route vers le Nouveau Désordre Mondial*^[1].

Aujourd'hui, alors que les forces de l'OTAN et l'Armée Nationale Afghane (ANA) se montrent incapables de pacifier ce pays, la culture du pavot et la production de haschich atteignent des niveaux records, selon les statistiques du Bureau des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDDC). Il convient en effet de rappeler que le Directeur exécutif de l'ONUDDC a récemment déclaré dans la presse que les liquidités apportées par le trafic de drogue global ont permis d'empêcher l'effondrement du secteur bancaire international en septembre 2008. Cette information illustre à quel point les revenus générés par le trafic de drogue s'avèrent stratégiques.

Ainsi, l'explosion de la culture du pavot et de la production d'opium en Afghanistan a donné lieu à de récentes protestations de la Russie, qui souligne la responsabilité première de l'OTAN dans cette situation. En effet, l'héroïne afghane a causé la mort d'un nombre considérable de citoyens russes depuis ces dix dernières années.

Observable depuis le déclenchement de l'intervention de l'OTAN sur le théâtre afghan en octobre 2001, l'explosion de la culture et du trafic de la drogue en Afghanistan induit l'implication d'acteurs divers, qu'ils soient étatiques ou non. Parmi eux, Ahmed Wali Karzaï, gouverneur de la province de Kandahar et demi-frère du Président Hamid Karzaï, est accusé depuis de nombreuses années par la presse internationale – dont le *New York Times* – d'être un important trafiquant de drogue allié à la CIA.

Jusqu'à présent, il n'avait jamais été révélé qu'il avait été un agent de la CIA avant le 11-Septembre. Le grand journaliste et auteur Bob Woodward vient de le rapporter dans son dernier livre, *Obama's Wars*^[2] – information que reprend le présent article. Au regard de l'importance d'Ahmed Wali Karzaï dans le dispositif de la CIA et de l'OTAN en Afghanistan, et de la manne financière que représente le trafic de drogue pour le secteur bancaire international, il serait nécessaire de reconsidérer les véritables objectifs de ce conflit. En effet, il n'a jamais été constaté que le surdéveloppement du trafic de drogue au sein d'une nation soit un facteur de stabilité, de prospérité et de démocratie.

Published on octobre 7, 2010 par .maxiM

<http://www.reopen911.info/News/2010/10/07/washington-post-selon-bob-woodward-la-cia-a-engage-le-frere-de-karzai-avant-le-11-septembre/>

4-4 Rick Rozoff, : 10e anniversaire de l'invasion de l'Afghanistan : L'OTAN élargit la guerre de l'Afghanistan au Pakistan.

Le 7 octobre, les États-Unis et leurs alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord entameront leur dixième année de guerre en Afghanistan, situé à plus de 3 000 milles des quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles.

Le mois suivant, des élections de mi-mandat auront lieu aux États-Unis et l'OTAN tiendra un sommet de deux jours au Portugal.

L'administration américaine cherche désespérément un triomphe – ou du moins, un semblant de triomphe – en politique étrangère, afin de conserver le contrôle du Parti démocrate au Congrès, et l'OTAN cherche à justifier une mission militaire qui s'avère la plus longue et la plus étendue de ses 61 années d'existence.

Le président Barack Obama a triplé le nombre de soldats de combat américains en Afghanistan, le portant à 100 000. Lorsqu'on inclut les forces provenant des autres pays membres de l'OTAN et des pays partenaires, cela fait plus de 150 000 soldats étrangers en Afghanistan, du jamais vu dans ce pays décimé par la guerre.

De ce nombre, 120 000 sont maintenant sous la commande de la Force internationale d'assistance et de sécurité (ISAF), un nombre sans précédent pour une opération militaire dirigée par l'Alliance atlantique nord. La Force kosovienne de l'OTAN à son apogée comprenait 50 000 soldats, mais ils ne furent envoyés dans la province serbe qu'à la fin d'une guerre aérienne qui a duré près de trois mois.

Les 120 000 soldats de l'OTAN présentement actifs – provenant de 50 pays, alors que d'autres s'apprêtent à envoyer des troupes en surcroît – sont au cœur d'une guerre ouverte des plus longues et des plus meurtrières. C'est la première guerre terrestre de l'OTAN, ses premières opérations de combat en Asie.

L'année dernière a été la plus meurtrière pour les États-Unis et pour l'OTAN dans ce conflit qui perdure depuis neuf ans. Cette année s'est avérée aussi des plus coûteuses en termes de soldats tombés au combat. Et il reste encore trois mois. Washington et Bruxelles pourraient décider de sauver la face et de mettre un terme aux hostilités au moyen d'un stratagème incluant un règlement politique interne et des mesures fondées sur un véritable maintien de la paix internationale – plutôt que de compter sur les activités subversives menées par la ISAF, établie sur la base d'un mandat des Nations unies en décembre 2001 mais qui, aujourd'hui, est devenue l'instrument par lequel l'OTAN mène la guerre en Afghanistan ainsi que chez son voisin, le Pakistan.

Cette perspective est peu probable, puisque la métaphysique militaire prédominante à Washington depuis les dernières 65 années ne peut accepter qu'une victoire ou, du moins, un semblant de victoire. Un héritage de défaite en Afghanistan ne pourrait que ternir l'image d'un président qui n'aura pas réussi à assurer la victoire ainsi que de son parti qui serait alors accusé de manquer de cœur au ventre et de défaitisme.

En ce qui concerne l'OTAN, le concept stratégique qui sera adopté en novembre est fondé sur un concept d'expansion du bloc en une force expéditionnaire mondiale du XXIe siècle, et l'Afghanistan en est le banc d'essai. Si l'OTAN perd l'Afghanistan, si elle perd en Afghanistan, elle sera sujette aux critiques de ses pays membres et leurs citoyens qui auront sacrifié leurs fils et filles dans l'intérêt des ambitions internationales de l'OTAN.

Comme le déclarait l'ancien secrétaire général, Jaap de Hoop Scheffer, il y a six ans : « Que fait l'OTAN en Afghanistan ? Elle défend des valeurs au Hindou Kouch dans un climat international bien connu de tous. Nous

devons combattre le terrorisme partout. Si nous ne le combattons pas au Hindou Kouch, ce terrorisme se retrouvera chez nous. En d'autres mots, cette perception fragile [face aux agissements de l'alliance militaire de l'Atlantique nord en Asie du sud] doit être solidifiée et consolidée une fois pour toutes – pour l'avenir de l'OTAN, cette démarche est primordiale. »[1]

Non satisfaite du Vietnam qu'est devenu l'Afghanistan, l'OTAN a maintenant entrepris son incursion cambodgienne. Les implications de cette nouvelle incursion, par contre, sont beaucoup plus lourdes que pour le Vietnam des années soixante et soixante-dix, puisqu'elle se passe cette fois au Pakistan, un pays avec une population de presque 170 millions d'habitants et qui possède des armes nucléaires.

Au même moment où les États-Unis menaient leur vingtième attaque meurtrière à base de lancement de drones sur le sol Pakistanais, le 27 septembre, des attaques cinq fois plus importantes qu'au mois d'août, l'OTAN pour sa part menait une série d'attaques à base d'hélicoptères dans le nord-ouest du Pakistan. Invoquant le « droit à la légitime Défense » et la « poursuite immédiate » des résistants soupçonnés d'avoir attaqué un camp de l'OTAN, l'avant-poste de combat de Narizah dans la province afghane de Khost, près de la frontière pakistanaise, des hélicoptères d'attaque de l'OTAN ont mené en fin de semaine deux raids dans les régions tribales où les frappes de drones ont tué un nombre record de personnes en un mois.

Le nombre de personnes tuées, qu'on nomme machinalement dans la presse occidentale résistants, militants ou terroristes, était d'abord de 30, ensuite de 50, puis 60, 70, et plus tard « 82 et plus ».[2]

Nous ne connaissons jamais de façon définitive ni le nombre ni l'identité des victimes.

Selon les journaux, les cibles visées étaient des membres du réseau Haqqani, fondé par le dirigeant vétéran des moudjahidines, Jalaluddin Haqqani, un héros américain du temps qu'il menait des attaques à partir du territoire pakistanais contre des cibles afghanes, il y a quelques années. C'était un des « combattants de la liberté » de Ronald Reagan. Il y a deux ans, le New York Times écrivait : « Dans les années 80, Jalaluddin Haqqani était entretenu en tant qu'actif de la CIA et recevait des dizaines de milliers de dollars comptant pour son travail qui consistait à combattre l'armée soviétique en Afghanistan, selon un compte-rendu paru dans The Bin Ladens, le dernier livre de Steve Coll. À ce moment-là, Haqqani aidait et protégeait Osama bin Laden, qui mettait sur pied sa propre milice pour combattre les forces soviétiques, écrit Coll. »[3]

En ce qui concerne le regret exprimé par certains à l'effet que l'admirable Haqqani ait récemment fait des résistants ses alliés – un de ceux-là étant feu Charlie Wilson, qui disait de Haqqani qu'il était « la bonté incarnée » – à l'occasion de émission de NBC, Meet the Press, l'année dernière, le président pakistanais Asif Ali Zardari avait déclaré aux téléspectateurs américains que le Taliban « faisait partie de votre passé et du nôtre, et le Renseignement inter-services pakistanais et la CIA les ont créés ensemble. Et je peux vous citer 10 livres, 10 philosophes et 10 articles qui confirmeront mes dires... »[4]

Le 27 septembre, deux hélicoptères de l'OTAN ont attaqué l'agence Kurram située dans les régions tribales pakistanaises, tuant six personnes et en blessant huit. Un porte-parole du gouvernement pakistanais local a dit que toutes les victimes étaient des civils. Selon le Dawn News, « ce n'est pas la première fois que l'OTAN bombarde la région. »[5] Donc trois attaques en trois jours causant 100 décès.

Le même jour, une frappe de missiles drone tuait quatre personnes à l'agence du Waziristan du nord. « L'identité des quatre personnes tuées lors de l'attaque n'est pas connue... »[6]

Ces incidents ont eu lieu alors que le nouveau livre de Bob Woodward, Obama's Wars, révélait qu'« une armée secrète de 3 000 soldats paramilitaires afghans dirigés par la Central Intelligence Agency avait mené des raids outre-frontière au Pakistan ».[7]

Après une montée en intensité échelonnée sur deux ans et consistant en des opérations secrètes – des attaques par hélicoptères de combat et des raids menés par des équipes spéciales d'assassins – les États Unis et l'OTAN sont impliqués à l'heure qu'il est dans une guerre dans le nord du Pakistan qui bat son plein et qui ne peut être niée.

Le Pentagone – les hélicoptères utilisés lors des attaques des 25 et 26 septembre étaient des Apaches américains et des Kiowas – a défendu les frappes de la fin de semaine en prétendant qu'elles respectaient leurs règles d'engagement et le porte-parole du département de la Défense, le colonel Dave Lapan, a dit que les États-Unis suivaient le « protocole approprié » à la lettre et que « nos soldats ont le droit de se défendre. »[8]

Un porte-parole de l'ISAF avait d'abord nié que les forces de l'Alliance avait mené des attaques à l'intérieur des frontières pakistanaises, bien que les porte-parole de la police afghane aient confirmé le contraire. Le 27 septembre, par contre, l'ISAF a confirmé que les forces de l'OTAN avaient mené des frappes meurtrières. Alors que la troisième attaque par hélicoptères de l'OTAN avait lieu le jour même, « les porte-parole de la Coalition ont dit que les attaques outre-frontières étaient conformes à ses règles d'engagement puisque les résistants les avaient attaqués au delà de leurs frontières ».[9]

Un porte-parole de l'OTAN a informé la presse que « les forces de l'ISAF ont le devoir et la volonté de défendre l'autorité, selon leur mandat, de se défendre lors de l'accomplissement de leur mission ».[10]

Mehmood Shah, un ancien porte-parole de la sécurité du gouvernement pakistanais dans la région où les hélicoptères de combat et les frappes de drones ont tué plus de 200 personnes dans moins d'un mois, a dit au sujet de ces dernières attaques de l'OTAN : « Ces incidents sont vraiment un point tournant. Ils [l'OTAN] doivent comprendre que la prochaine fois pourrait mener à la guerre. Il faut déployer nos unités de combat pour faire feu sur eux. Cette frontière est sacrée. L'OTAN doit réaliser qu'elle a un mandat pour opérer en Afghanistan et non au Pakistan. »[11]

Le 27 septembre, le ministre de la Sécurité, Rehman Malik, a dénoncé les raids de l'OTAN en tant que violations de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale du Pakistan et a annoncé au sénat du pays que

l'ambassadeur afghan à Islamabad serait convoqué afin d'expliquer ces attaques. Malik et le gouvernement pakistanais savent, somme toute, que l'administration de Hamid Karzaï à Kaboul ne contrôle aucunement les agissements des États Unis et de l'OTAN dans son propre pays, encore moins au Pakistan. Le commentaire du ministre de la Sécurité était pour consommation interne seulement, visant à calmer l'indignation populaire, mais comme le Pakistan lui-même est maintenant un partenaire de l'OTAN et un auxiliaire des États-Unis[12], ses représentants, comme ceux de l'Afghanistan, ne seront aucunement prévenus en cas de futures attaques. Malgré tout, la pression interne a poussé Malik à dénoncer les attaques contre son pays et à affirmer : « Je considère que les attaques en territoire pakistanais sont une atteinte à la souveraineté du Pakistan. » Un sénateur de la Ligue musulmane pakistanaise de Nawaz « a demandé au gouvernement d'informer le parlement de l'existence de tout accord conclu avec les États-Unis qui autoriserait les attaques par drones ». [13] De même, le porte-parole de l'Office des affaires étrangères du Pakistan, Abdul Basit, est allé encore plus loin et a contesté de façon officielle et sans équivoque auprès des quartiers généraux de l'OTAN à Bruxelles les frappes aériennes menées au cours de la fin de semaine, émettant une déclaration qui dit en partie : « Ces incidents représentent une nette violation et un non-respect du mandat de l'ONU qui autorise l'ISAF à agir », et que ce mandat « se termine/prend fin » à la frontière afghane.

« Il n'existe pas de règlement ou d'entente au sujet des poursuites.... Toute suggestion du contraire n'est pas basée sur les faits. De telles violations sont inacceptables. » [14]

Le soir du 27 septembre, suite aux plaintes soulevées par les Pakistanais, l'ISAF de l'OTAN a tenté de limiter les dégâts en revenant à la prise de position originale défendue par le bloc militaire à l'effet qu'elle n'avait pas mené d'attaques au Pakistan. Le jour même, elle avait envoyé deux autres hélicoptères de combat dans le but de mener un troisième raid dans les régions tribales.

L'OTAN poursuivra ses attaques meurtrières en sol pakistanais peu importe la cible et ne donnera ni avertissement ni excuse. Les États Unis continueront d'intensifier leurs attaques de missiles Hellfire contre quiconque, en se contentant de rapports inexacts, anecdotiques et intéressés.

Le nombre de morts au Pakistan pour le mois de septembre est bien au-delà de 200 et pour l'année il se situe à plus de 2 000. La justification donnée par les États-Unis et l'OTAN pour expliquer ce carnage est que celui-ci vise à prolonger la politique de Barack Obama visant à « désorganiser, démanteler et vaincre » les réseaux d'résistants en Afghanistan jusqu'au Pakistan, prétendant ainsi mettre un terme plus rapidement à la guerre.

Il y a quarante ans, le prédécesseur d'Obama, Richard Nixon, commençait ainsi son discours annonçant l'expansion de la guerre du Vietnam au Cambodge : « Bonsoir, mes compatriotes américains. Il y a dix jours, dans mon rapport à la nation sur la question du Vietnam, j'ai annoncé la décision de retirer un autre 150 000 Américains du Vietnam dans l'année qui vient. J'avais dit à ce moment-là que je prenais cette décision malgré nos inquiétudes concernant les agissements de l'ennemi au Laos, au Cambodge et au Sud-Vietnam. Et à ce moment-là j'avais expliqué que si je devais constater que les agissements ennemis s'intensifiaient dans l'ensemble de ces régions et qu'ils mettaient en danger la vie des Américains qui devaient rester au Vietnam, je n'hésiterais pas à prendre des mesures fortes et efficaces pour régler la situation. » [15]

Il prétendait que des « sanctuaires ennemis » au Cambodge « mettaient en danger la vie des Américains qui étaient au Vietnam », et que « si cet effort de la part de l'ennemi s'avérait un succès, le Cambodge deviendrait une vaste région organisationnelle ennemie et un tremplin pour attaquer le Sud-Vietnam tout le long de sa frontière de 600 milles : un refuge vers lequel des troupes ennemies pourraient retourner pour fuir le combat sans craindre les représailles ».

Il avait commandé un déploiement pour « aller au coeur du problème, ce qui veut dire nettoyer les grands territoires vietnamiens et vietcong occupés, ces sanctuaires qui servent de bases pour mener des attaques contre les forces, tant cambodgiennes, américaines que sud-vietnamiennes, au Sud-Vietnam ».

L'application pratique de cette politique se résumait ainsi : « Nous avons mené des attaques cette semaine pour en finir avec les principaux sanctuaires ennemis sur la frontière du Cambodge et du Vietnam. »

Dans un langage très familier entendu récemment à Washington et à Bruxelles – seuls les pays ont changé de nom – Nixon avait déclaré : « Nous entreprenons cette action, non pas dans le but d'étendre la guerre jusqu'au Cambodge, mais dans le but de mettre un terme à la guerre au Vietnam... »

Washington étendit en effet la guerre du Vietnam jusqu'au Cambodge, avec les conséquences désastreuses que les peuples ne connaissent que trop bien, pour peu après déguerpir, vaincu, de l'Asie du sud-est, laissant derrière lui des régions entières du Vietnam et du Cambodge en ruines.

Le sort de l'Afghanistan et du Pakistan ne sera pas plus reluisant.

Notes

1. Radio Free Europe/Radio Liberty, le 12 novembre 2004
2. Le New York Times, le 27 Septembre 2010
3. Le New York Times, le 9 septembre 2008
4. Meet the Press, le 10 mai 2010, <http://msnbc.msn.com/id/30658135>
5. Le Dawn News, le 28 septembre 2010
6. Le Daily Times, le 28 septembre 2010
7. Le Financial Times, le 27 septembre 2010
8. Associated Press, le 27 septembre 2010
9. Le New York Times, le 27 septembre 2010
10. Le Dawn News, le 27 septembre 2010

11. The Guardian, le 27 septembre 2010
12. « L'OTAN entraîne le Pakistan dans son réseau mondial », Stop NATO, le 23 juillet 2010
13. Le Dawn News, le 28 septembre 2010
14. Le Dawn News, le 27 septembre 2010
15. Richard M. Nixon, Discours sur l'incursion cambodgienne,
<http://www.americanrhetoric.com/speeches/richardnixoncambodia.htm>
<http://www.>

(Traduit de l'anglais par Le Marxiste-Léniniste)

- Rick Rozoff,

Stop NATO,
28 septembre 2010 -

<http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40157.htm#2> <http://www.cpcml.ca/francais/Lmlq2010/Q40157.htm>

4-5 La route du Nord est devenue essentielle à la stratégie de l'Otan

Nb Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage toutes l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information.

Après les différentes attaques qui ont visé les dépôts de carburants au Pakistan, les forces de la coalition en Afghanistan pensent à s'appuyer de plus en plus sur le réseau de distribution du Nord (Northern Distribution Network – NDN), qui passe par l'Asie centrale. Les enjeux, tant économiques que politiques, sont de taille pour ces pays dont l'instabilité inquiète parfois le Département d'État américain.

Le Pakistan, depuis le début de l'offensive en Afghanistan en 2001, est le pays par lequel transite la plupart de l'approvisionnement non légal (nourriture, carburant, etc.) des forces de l'OTAN. Partant du port de Karachi, les containers parcourent 2 000 kilomètres le long de la PAKGLOC (Pakistan Ground Lines of Communication) et franchissent la frontière afghane par la passe de Khyber ou à Chaman, plus au sud. Le voyage dure une dizaine de jours, mais il est particulièrement dangereux.

La traversée de la zone tribale du nord-Pakistan est souvent l'occasion d'attaques de la part des résistants. Ces dernières semaines, plusieurs convois de carburants ont été détruits par les résistants sur le territoire pakistanais. Karachi refuse pour l'instant d'en assurer la sécurité.

Du coup, les États-Unis et l'OTAN ont décidé d'utiliser une autre route. Celle du Nord. Moins utilisée, elle est pourtant vitale pour la coalition, qui se méfie de plus en plus du Pakistan. Plusieurs trajets alimentent l'Afghanistan par le Nord : le premier commence à Poti au bord de la mer Noire en Géorgie, longe le Caucase puis traverse la mer Caspienne à partir de Bakou pour atteindre le Kazakhstan et plonger ensuite au Sud en l'Ouzbékistan. Le deuxième, le plus emprunté, part de Riga en Lettonie et rejoint l'Ouzbékistan à travers la Russie et le Kazakhstan. Enfin, un troisième, plus difficile, fait un détour par le Kirghizstan et le Tadjikistan. Les trois finissent à Termez, ville frontière du sud de l'Ouzbékistan qui fait face à Hairatan en Afghanistan.

Depuis l'ouverture de cette route du nord, le trafic par le Pakistan est tombé de 80% à 50%. 30% du reste emprunte la NDN et 20% est acheminé en avion. Le carburant, dont la consommation a doublé depuis 2009 (**passant de 2 à 4,1 millions de litres par jour**) provient désormais majoritairement des pays d'Asie centrale (Azerbaïdjan, Kazakhstan et Tadjikistan) alors que 40% seulement est issu des raffineries pakistanaises. Dans les deux ans, le tonnage total des marchandises transitant par la NDN doit passer de 25 000 à 40 000 tonnes. Mais la NDN ne comporte pas uniquement des avantages. Les routes sont en mauvais état et les voies de chemins de fer quasi inexistantes. Les délais sont donc longs, même s'ils sont passés de 30 à 20 jours entre Kaboul et la frontière ouzbek. Des projets de construction ferroviaire sont néanmoins en cours. La Banque asiatique du développement a financé à hauteur de 165 millions de dollars la liaison entre Hairatan et la principale ville du Nord, Mazar-e-Sharif, distante de 75 kilomètres. L'inauguration est prévue en novembre 2010. Il restera à rénover la ligne transfrontalière entre Hairatan et Termez, longue de 10 kilomètres, mais qui a déjà atteint ses limites capacitaires.

D'autre part, l'instabilité chronique de certains États oblige les États-Unis à rester extrêmement prudents. Les récents troubles au Kirghizstan en avril et juin 2010 entretiennent par exemple l'inquiétude sur l'avenir de la base militaire américaine de Manas. Certains analystes craignent également une exportation du conflit afghan dans les pays frontaliers du nord. Le terrorisme islamiste est déjà présent en Ouzbékistan et au Tadjikistan, où des attaques contre des convois ont eu lieu.

Bref, la NDN est loin d'être une solution miracle au problème de l'approvisionnement. Malgré tout, elle est l'occasion pour les États d'Asie centrale de coopérer et de développer leurs infrastructures de transports. Autre point positif, les enjeux de la NDN pourraient dynamiser la relation Moscou-Washington, qui s'est souvent tendue par le passé quand les États-Unis s'approchaient de trop près des anciennes Républiques soviétiques.

Source : [IISS](http://www.iiss.org), [Eurasianet.org](http://www.eurasianet.org), [The NY Times](http://www.nytimes.com)

11 octobre

<http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article4028>

4-6 L'OTAN permet (...) aux résistants de participer aux négociations avec le gouvernement Karzaï.

Les discussions entre résistants et l'entourage d'Hamid Karzaï vont bon train. Elles se déroulent avec le concours de l'OTAN, qui laisse passer les responsables résistants venant de leurs bases au Pakistan, affirme le *New York Times* (NYT), mercredi 20 octobre, citant des responsables de l'alliance, à Kaboul. Ces discussions impliquent la *choura* (conseil de notables) de Quetta, des membres du réseau Haqqani et des membres de la *choura* de Peshawar.

Ces résistants recevraient l'assurance qu'ils ne seraient pas attaqués ou capturés par les forces de l'OTAN, affirment des responsables afghans. Selon une source afghane citée par le NYT, l'un de ces représentants des résistants aurait même été transporté dans un appareil de l'OTAN. Dans d'autres cas, les forces de l'OTAN auraient sécurisé les routes empruntées par les émissaires.

Les rumeurs autour de ces discussions se multiplient depuis quelques semaines. Le NYT affirme que trois membres de la *choura* de Quetta et un membre du réseau Haqqani ont pris part à ces discussions et ne dévoile pas leur identité à la demande de la Maison Blanche et d'Afghans prenant part à ces discussions.

Vendredi à Londres, le général Petraeus, commandant en chef des forces américaines en Afghanistan, avait révélé que les forces de l'OTAN avaient facilité l'accès de responsables résistants à Kaboul, en vue de négociations avec le gouvernement afghan.

Le général a indiqué qu'un *"certain nombre d'initiatives étaient en cours"* dans le cadre du soutien au processus de négociation lancé par le président Hamid Karzaï. Les rebelles nient officiellement tout dialogue avec le gouvernement.

Selon le quotidien américain, le mollah Omar, responsable des résistants, n'est pas partie prenante de ces discussions, en raison de ses liens avec les services pakistanais, et surtout de l'influence que veulent conserver l'Inter-Services Intelligence (ISI) sur l'Afghanistan. *"L'ISI ne veut pas de ces négociations et fera tout pour les faire échouer"*, affirme une source afghane citée par le NYT.

La question du dialogue entre le gouvernement de Kaboul et les résistants doit figurer au menu de la réunion mensuelle à la Maison Blanche consacrée à la situation en Afghanistan, a indiqué mardi le porte-parole du président américain Barack Obama. M. Obama va s'entretenir avec les plus hauts responsables civils et militaires sur l'évolution de sa stratégie dans ce pays, avant de quitter Washington pour faire campagne en vue des législatives de la mi-mandat, le 2 novembre. *"La réconciliation [nationale] organisée par les Afghans a été évoquée lors de nombreuses réunions passées"*, a dit le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, lors de son point de presse quotidien. *"J'imagine que nous allons obtenir des informations du général [David] Petraeus, de l'ambassadeur [Karl] Eikenberry et d'autres sur leur évaluation des progrès de ces pourparlers, et leurs espoirs de voir ces progrès se poursuivre"*, a ajouté le porte-parole.

Lemonde.fr avec AFP |

20.10

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2010/10/20/l-otan-permet-aux-resistants-de-participer-aux-negociations-avec-le-gouvernement-karzai_1428654_3216.html

4-7 Les résistants nient mener des pourparlers avec Karzaï.

Les résistants ont démenti les déclarations du président Karzaï sur des pourparlers secrets en cours avec eux dans le but de mettre fin à la guerre en Afghanistan, dans un communiqué diffusé mercredi par le centre américain SITE.

Dans leur communiqué mis en ligne, les résistants, rejettent les affirmations de M. Karzaï comme relevant "d'une propagande sans fondement" et de "la guerre psychologique régulière".

Dans un entretien avec la chaîne américaine CNN, M. Karzaï a confirmé mener "depuis un bon moment" des pourparlers secrets avec les résistants, en réponse à une question sur un article du Washington Post faisant état de "pourparlers secrets de haut niveau", entre les résistants et le gouvernement afghan.

"Il ne s'agit pas d'un contact officiel régulier avec les résistants, avec une adresse fixe, mais plutôt de contacts personnels non officiels, qui ont lieu depuis un bon moment", a-t-il déclaré, selon des extraits révélés dimanche de cette interview.

Les résistants ont rappelé leur position selon laquelle ils ne négocieraient pas tant que les forces étrangères n'auront pas quitté l'Afghanistan.

"Nous voudrions dire clairement que la position de l'Emirat islamique est sans équivoque et définitive concernant des négociations: tenir des pourparlers avec l'ennemi (...) avec une présence militaire (étrangère) en Afghanistan est une perte de temps", soulignent-ils dans leur communiqué diffusé par le groupe de surveillance des sites islamistes SITE.

Mais le président Karzaï a souligné sur CNN qu'il n'y avait "pas de contact officiel avec une entité reconnue qui se rapporterait à un organe des résistants et ferait le va-et-vient régulièrement avec nous".

"Cela ne s'est pas encore produit et nous espérons que nous allons pouvoir démarrer cela le plus tôt possible", a-t-il ajouté. "Mais des contacts ont eu lieu bien sûr avec plusieurs éléments du gouvernement afghan, au niveau de la communauté et aussi au niveau politique", a assuré M. Karzaï.

Selon le Washington Post, parmi les sujets abordés lors des pourparlers figurent l'octroi de postes au gouvernement pour des dirigeants résistants et le retrait des quelque 150.000 forces américaines et des autres pays de l'Otan déployés dans le pays.

Interrogé sur ces informations, le porte-parole de la Maison Blanche, Robert Gibbs, avait refusé de se prononcer directement mais indiqué que les Etats-Unis soutenaient la perspective d'un dialogue entre les résistants et le gouvernement Karzaï.

24/10

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5gGM1TrYnr_Q3kq88ArM4yU2AuvyQ?docId=CNG.fb674c2477a0714764006568f1868163.a91

4-8 Guantanamo : Les dossiers

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage certaines analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

1 Malorie Beauchemin : Omar Khadr plaide coupable.

Après huit ans dans la controversée prison de Guantanamo, après des années à jurer ne pas avoir commis les crimes qu'on lui reproche, le Canadien Omar Khadr a finalement plaidé coupable aux cinq chefs d'accusation qui pesaient contre lui en commission militaire, à Guantanamo.

Le seul Occidental encore détenu à la prison américaine dans l'île de Cuba a conclu une entente à l'amiable, qui prévoit qu'après une année supplémentaire de détention aux mains des Américains, il pourra faire une demande pour être transféré au Canada pour y purger le reste de sa peine.

Stoïque, la tête baissée et la voix faible, Omar Khadr a reconnu avoir lancé la grenade qui a tué le soldat Christopher Speer, lors d'une altercation entre les forces armées américaines et un petit groupe d'insurgés, en Afghanistan, le 27 juillet 2002.

La veuve du soldat Speer, Tabitha, était dans la salle d'audience et a fondu en larmes lorsque le juge a lu les faits reprochés au jeune Khadr.

Les procédures se poursuivront pendant quelques jours, afin que les sept membres du jury - tous des militaires- puissent entendre des plaidoyers et témoignages pour établir une sentence.

La sentence du jury ne prévaudra que si elle contient un nombre d'années de détention inférieur à la proposition contenu dans l'entente à l'amiable.

Les détails de cette entente seront connus à la fin des procédures, a assuré le juge Patrick Parrish.

Aujourd'hui âgé de 24 ans, Omar Khadr a été capturé en Afghanistan à l'âge de 15 ans.

Malorie Beauchemin, envoyée spéciale

La Presse http://www.cyberpresse.ca/dossiers/omar-khadr/201010/25/01-4335812-omar-khadr-plaide-coupable.php?utm_source=bulletinCBP&utm_medium=email&utm_campaign=retention

2 Quand les médecins de la CIA perfectionnent les tortures.

Les médecins américains qui ont assisté aux interrogatoires de la CIA ont contribué à affiner les méthodes de torture, une pratique qui s'apparente à de l'"expérimentation humaine", selon une ONG. Ces praticiens ont ensuite pu émettre des recommandations pour améliorer ces techniques "d'interrogatoire".

"Il y a des preuves que les médecins calibrent la douleur infligée par les techniques d'interrogatoire et cherchent à améliorer leurs connaissances sur ces techniques", a expliqué lors d'une conférence de presse Nathaniel Raymond, un responsable de Physicians for Human Rights (PHR, Médecins pour les droits de l'homme), qui a publié lundi un rapport intitulé Expérimentations dans la torture.

"Il ne s'agit de logique à la Jack Bauer (l'agent spécial de la série "24 heures chrono", NDLR), mais de médecins qui recueillent des données utilisées pour déterminer si ce qu'ils observent rentre dans la définition de la torture" telle qu'elle a été établie par le ministère de la Justice, a-t-il poursuivi.

Les auteurs du rapport ont appelé à une enquête exhaustive sur les pratiques autorisées contre les "suspects de terrorisme". Mais, comme d'autres organisations de défense des droits de l'homme, ils ont reconnu ne pas trouver "une volonté politique au Congrès ni dans l'administration de prendre en mains ces questions".

Pour établir le rôle joué par les médecins de la CIA dans l'amélioration de l'efficacité des techniques qu'ils infligent aux détenus, PHR s'est appuyé sur des documents publics révélés depuis 2008, dont une série de notes internes qui ont attesté l'usage répété de la torture contre certains détenus enfermés dans les prisons secrètes de la CIA. Les États-Unis ont théorisé au lendemain du 11-Septembre une liste de "techniques d'interrogatoires améliorées" que le ministère de la Justice a par la suite justifié au plan légal en limitant l'appellation torture à "une souffrance mentale ou physique sur le long terme équivalente à la douleur ressentie lors de la défaillance d'un organe ou la mort".

Simuler la noyade

Concrètement, PHR démontre dans son étude que les médecins ont par exemple observé que la simulation de noyade - qui a été pratiquée des dizaines de fois, si elle était répétée trop souvent avec de l'eau simple comportait des risques que le détenu attrape une pneumonie.

La différence entre la simulation de noyade pratiquée au tout début, à partir d'expériences ponctuelles sur des soldats volontaires, et après l'intervention des médecins "indique que les médecins de la CIA ont participé à la modification de la technique", affirme PHR.

De même, dit l'organisation, les médecins ont "analysé les données récupérées lors des interrogatoires de 25 détenus soumis à une combinaison de "techniques d'interrogatoire améliorées".

Parmi les techniques les plus connues, figure la privation de sommeil, la nudité forcée, le ligotage pendant des heures dans des positions inconfortables ou encore l'exposition à des températures extrêmes.

Les médecins de la CIA servent aussi de témoin, en cas de poursuites futures pour attester que les interrogateurs agissaient "en toute bonne foi", sous directives médicales et en présence d'un médecin.

"Ce rapport est la partie émergée de l'iceberg et il est nécessaire de conduire une enquête complète, de chercher les responsabilités et d'éviter qu'une telle chose puisse jamais se reproduire", a estimé Allen Keller, médecin spécialiste des effets de la torture lors de la conférence de presse.

AFP - 11 juin 2010

9_10-2 Provinces Afghanes

Carte cliquer dans l'image : <http://en.wikipedia.org/wiki/Image:AfghanistanNumbered.png>

[AfghanistanNumbered.png](#) (181KB, MIME type: image/png)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19